



Tree 213, Toni Demuro  
tonidemuro.blogspot.ie/

**personne ne vend  
la terre ou  
marche son peuple**

Tashunka Witko, 1840 –1877

## **éditorial : acquisition de connaissances pour la souveraineté alimentaire**

*Dans de nombreuses parties du monde, il existe un mouvement qui élabore des connaissances pour la souveraineté alimentaire !*

Les articles de la présente newsletter donnent un aperçu de ce qui se fait. Ils remettent en question l'hypothèse selon laquelle il n'existe qu'une seule vérité fondée sur des connaissances objectives. Ils soulignent que notre compréhension du monde est enrichie lorsque les approches sont multiples et les visions du monde diverses. Ils indiquent également que, pour avoir un dialogue d'égal à égal dans le cadre de ces diverses visions, il est nécessaire de trouver un langage commun. Il faut donc non seulement contester les connaissances théoriques mais également être ouverts à ce que les nôtres soient contestées.

**Pour la souveraineté alimentaire, nous avons besoin de transformer radicalement les connaissances dominantes et les formes de savoirs.** Afin de développer ces connaissances, il nous faut faire preuve d'humilité et respecter les diverses voix et points de vue. Nous devons être audacieux afin d'expérimenter des méthodes et des idées qui pourraient ne pas sembler "scientifiques" et travailler pour démontrer la qualité de nos processus d'enquête. Nous devons être joueurs pour naviguer avec agilité entre les nombreux obstacles tout en conservant notre curiosité en éveil. En ayant ces défis présents à l'esprit, une question se pose, et nous vous invitons à y réfléchir avec nous : Comment développer les qualités humaines dont nous avons besoin pour pouvoir acquérir ensemble les connaissances pour la souveraineté alimentaire ?

Maryam Rahmanian et Michel Pimbert

**abonnez-vous  
en ligne!**

[www.nyeleni.org](http://www.nyeleni.org)

**Aidez nous à construire le  
mouvement pour la  
Souveraineté Alimentaire**

**Chaque contribution compte:  
Soutenez le bulletin Nyéléni.**

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL  
Bénéficiaire: Asociación Lurbide –  
El Camino de la Tierra  
IBAN: IT76 J050 1812 1010 0000 0134 009  
BIC/SWIFT: CCRTIT2T84A

## **qui sommes-nous?**

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, VSF-Justicia Alimentaria Global.

**il est temps d'agir pour  
la souveraineté alimentaire !**

## Décoloniser la recherche et les relations : revitaliser les routes commerciales traditionnelles

Des spécialistes autochtones et des détenteurs des savoirs traditionnels en Colombie-Britannique, au Canada, mettent au point un protocole de recherche visant à orienter leur recherche collaborative. Le groupe de travail sur la souveraineté alimentaire autochtone (WGIFS)\* réunira d'importants spécialistes autochtones et des détenteurs des savoirs traditionnels autour du sujet des *Grease Trails* (routes commerciales traditionnelles) afin de solliciter des contributions et des orientations pour développer sa stratégie et son protocole de recherche. Le projet de recherche Revitalizing Grease Trails (revitaliser les routes commerciales traditionnelles) a fait suite à une série de réunions de planification stratégique et au grand nombre de propositions de recherche reçues de nombreuses organisations et institutions consacrées à la recherche au Canada.

Un atelier pour discuter de la stratégie et du protocole de recherche tracera les grandes lignes des critères qui permettront au WGIFS d'entreprendre des recherches qui soient dans la ligne stratégique de la vision, des valeurs et des objectifs des communautés. Le protocole tracera les grandes lignes d'un processus éthique pour mener un travail interculturel (entre les cultures autochtones et non-autochtones) afin de décoloniser les méthodologies pour analyser la littérature sur le sujet et réaliser, au sein de la communauté, des entretiens qui feront la lumière sur des questions, des préoccupations, des situations et des stratégies pertinentes.

Les stratégies de décolonisation des méthodologies vont des pratiques quotidiennes qui favorisent davantage de cultures, récoltes et partages des aliments autochtones, à un enjeu plus complexe de pensée critique et de refonte des cadres institutionnels et des méthodologies de recherche. Dans ce contexte, l'atelier constituera un espace et un temps pour concentrer le dynamisme et les idées qui mèneront au développement d'un modèle de protocoles culturellement pertinents pour placer les visions, voix, paradigmes et priorités autochtones dans les cadres institutionnels pour la recherche et le développement communautaire. La stratégie de recherche conduira à la génération d'un ensemble de connaissances qui, au final, permettront aux communautés autochtones de mener des recherches selon leurs propres termes et de répondre plus efficacement à leurs propres besoins en aliments adaptés à leur culture.

\* [www.indigenousfoodsystems.org/about](http://www.indigenousfoodsystems.org/about)

Il n'est pas étonnant que les savoirs paysans, locaux et autochtones soient importants pour la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire a été développée par les paysans eux-mêmes. Elle est fondée sur leurs propres expériences et l'analyse collective – concept lancé pour la première fois par La Via Campesina. Depuis, un groupe grandissant d'acteurs divers ont enrichi ce concept dynamique en y ajoutant leurs propres points de vue. Pour autant, au cours de ces dernières années, le rythme de l'innovation, de l'expérimentation et du dialogue relatif aux connaissances pour la souveraineté alimentaire semble s'intensifier. De nouvelles visions, approches et de nouveaux espaces pour la création de savoirs collectifs se font jour, dont certains font l'objet d'articles brefs dans notre newsletter. Ces développements reflètent l'importance croissante du mouvement de la souveraineté alimentaire dans les débats nationaux, régionaux et internationaux, le renforcement des alliances pour la souveraineté alimentaire, la confiance accrue du mouvement ainsi que l'approfondissement des crises auxquelles on doit faire face. Les mouvements sociaux sont de plus en plus conscients du fait que, pour mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, il est nécessaire de disposer de connaissances radicalement différentes de celles que les institutions traditionnelles (universités, groupes de réflexion sur les politiques, gouvernements, grandes entreprises...) proposent.

### Dialogue entre les divers acteurs

L'une des alliances les plus prometteuses en termes de développement des connaissances est celle nouée avec les peuples autochtones. En effet, au cours de ces dernières années, ce sont eux qui ont trouvé leur place avec le plus d'assurance dans le mouvement de la souveraineté alimentaire, et leurs contributions ont entraîné des effets profonds sur les concepts concernant les connaissances et les modes de savoirs pour la souveraineté alimentaire. Ils réclament la validité de leur propre épistémologie<sup>1</sup> qui remet en question la vision du monde mécaniste de la science positiviste<sup>2</sup>. Par exemple, les paysans autochtones des Andes soutiennent que, pour développer la souveraineté alimentaire, ils s'appuient sur les savoirs qui sont ancrés dans leurs histoires et rituels et qui sont enracinés dans les expériences tant du monde visible que du monde des rêves (cf. *L'écho des campagnes* 2). La collaboration entre les peuples autochtones et les spécialistes autochtones et "colons" du Canada a permis de contester les "méthodologies colonisatrices" de l'Université et de développer des méthodologies émancipatoires (cf. *Encadré 1*).

Il est crucial de créer des espaces pour un dialogue interrégional et transculturel ainsi qu'une formation mutuelle. Un mouvement global comme La Via Campesina (LVC) tire profit de sa diversité pour développer des réseaux horizontaux en vue de créer des connaissances. LVC a mis en route un important processus interne autodidacte de recherche. L'objectif de ce processus est d'identifier, de documenter, d'analyser et de « systématiser » (c'est-à-dire non seulement de documenter mais aussi d'analyser en ayant à l'esprit d'en tirer des leçons) les meilleurs exemples parmi les organisations membres d'Amérique, Afrique, Asie et Europe, dans les domaines de l'agro-écologie, des semences paysannes et d'autres aspects de la souveraineté alimentaire, comme les marchés locaux. Le but en est double : d'une part, développer leur propre matériel d'études, basé sur leurs expériences, avec plus de 40 centres de formation en agro-écologie pour les paysans et de nombreux centres de formation politique interne à LVC ; d'autre part, étayer les campagnes s'adressant à l'opinion publique et aux décideurs politiques avec des données prouvant que des alternatives existent, qu'elles fonctionnent et qu'elles devraient être soutenues par de meilleurs politiques publiques (cf. *L'écho des campagnes* 1).

Un autre exemple d'espace diversifié pour un apprentissage mutuel est l'initiative *Démocratisation de la recherche sur l'alimentation et l'agriculture* qui vise à créer des espaces sûrs dans lesquels les citoyens (producteurs d'aliments et consommateurs) peuvent mener des délibérations entre tous afin d'élaborer un système de recherche sur l'alimentation et l'agriculture démocratique et responsable envers l'ensemble de la société ([www.excludedvoices.org](http://www.excludedvoices.org)). Plus particulièrement, l'approche méthodologique cherche à faciliter une conception participative des alternatives, c'est-à-dire une recherche agricole menée par les paysans et les citoyens (cf. *Encadré 4*). Depuis 2007, cette initiative à l'échelle mondiale s'est déployée dans l'Altiplano andin, en Asie du Sud, en Afrique de l'Ouest et en Asie occidentale. En septembre 2013, les partenaires de l'initiative Démocratisation de la recherche sur l'alimentation et l'agriculture ont organisé un atelier international pour partager les leçons et les réflexions venant d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine avec une communauté plus large de paysans européens, de décideurs politiques et de représentants des bailleurs de fonds. Connu sous l'intitulé *Atelier St. Ulrich sur la démocratisation de la recherche agricole pour la souveraineté alimentaire et les cultures agraires paysannes*,



1 - "Épistémologie" se réfère aux théories de la connaissance, ce qui peut être connu et comment acquérir ces connaissances.

2 - Le positivisme est une philosophie de la science qui croit en une vérité objective. Cette doctrine se réclame de l'expérience scientifique et de la preuve des faits logique ou mathématique.

cet atelier international a rassemblé 95 participants de 17 pays. La plupart des participants étaient des paysans, dont la moitié de femmes. L'atelier St Ulrich a mis l'accent sur la nécessité de transformer à la fois les connaissances et les formes de connaissances pour la souveraineté alimentaire et les cultures agraires paysannes<sup>3</sup>.

## Engagement d'un dialogue critique...

Lors de la conférence "*Souveraineté alimentaire : Un dialogue critique*"<sup>4</sup> ayant eu lieu à la Haye en janvier 2014, Elizabeth Mopfu, Coordinatrice générale de LVC, a invité les spécialistes à partager une critique constructive du concept de souveraineté alimentaire. "Nous voulons entendre vos doutes", a-t-elle déclaré. La présence de centaines de spécialistes, étudiants et militants à un tel forum indique autant l'intérêt croissant des chercheurs pour la souveraineté alimentaire que la volonté grandissante du mouvement de s'engager avec eux dans un dialogue critique et une collaboration (cf. Encadré 2).

## ...et travail conjoint en vue de remettre en question les politiques et la gouvernance

Les opportunités de collaboration avec les chercheurs sont parfois liées aux espaces politiques. Etant donné que le mouvement investit pour créer des espaces en vue d'une participation à la gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture, il estime que le fait d'occuper ces espaces requiert la collaboration des chercheurs. Par exemple, le *Comité international de planification pour la Souveraineté alimentaire* (CIP) ([www.foodsovereignty.org](http://www.foodsovereignty.org)), a joué un rôle clé dans la réforme du *Comité sur la Sécurité alimentaire de l'ONU* (CSA) ayant eu lieu en 2009. Suite à la crise alimentaire des années 2007-2008, il y eut une demande de réforme du système de gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture. Le CIP a plaidé en faveur d'une gouvernance multilatérale avec un système un pays = une voix et avec une participation significative des organisations de petits producteurs d'aliments et autres OSC. Les propositions faites pour des mécanismes de gouvernance moins transparents, y compris de la part du G8, ont été finalement rejetées et le CSA réformé a été déclaré comme étant "la plateforme internationale et intergouvernementale la plus inclusive" pour la gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture<sup>5</sup>. Le CSA a constitué sa propre équipe d'experts – le *Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition* (HLPE en anglais) – afin de fournir des apports pour le processus de décisions à partir d'analyses et de recommandations politiques. Le mandat du HLPE reconnaît dès le début l'importance des savoirs des "acteurs sociaux" et de l'expérience acquise sur le terrain. L'engagement des experts ayant des liens avec le mouvement de la souveraineté alimentaire dans le HLPE, ainsi que le travail plus important du CSA, a entraîné une augmentation des réseaux et une collaboration plus intense entre les spécialistes et les militants.

## Concevoir des modes de connaissance multiples

Vu l'augmentation du nombre et de l'éventail des collaborations avec les chercheurs, il y a une plus grande prise de conscience de la nécessité de développer des méthodologies de recherche nouvelles et appropriées dans les cas où les co-investigateurs se basent sur des systèmes de connaissances différents. Les connaissances universitaires sont normalement considérées comme norme de validation supérieure. Or, pour d'autres systèmes de connaissances, il est particulièrement important de développer des méthodologies allant au-delà des connaissances rationnelles et d'expérimenter de multiples formes de connaissances comme l'humour, la musique, le théâtre, etc. La "*Journée du dialogue sur les connaissances pour la Souveraineté alimentaire*", ayant eu lieu immédiatement après le Dialogue critique à La Haye en janvier 2014, fut une telle expérience. Le dialogue a été ouvert à environ 70 militants et spécialistes invités qui possédaient une expérience de collaboration. Les organisateurs souhaitaient ouvrir, pendant une journée, un espace où les gens pouvaient faire preuve de leur créativité et curiosité en vue d'un dialogue collectif. Le sentiment exprimé était qu'on avait besoin d'un espace pour des conversations plus enjouées sans la pression d'essayer d'être efficace et d'arriver à un résultat<sup>6</sup>. Il s'agit donc d'une étape fondamentale en vue de développer une recherche d'égalisation des pouvoirs (cf. Encadré 3). Etant donné que les opportunités de recherche et de collaboration entre différents secteurs sociaux augmentent, il devient important de partager les expériences et d'en tirer les leçons. Les rencontres face-à-face entre cultures, visions du monde et systèmes de connaissances doivent devenir plus fréquentes.

3 - <http://www.excludedvoices.org/st-ulrich-workshop-democratising-agricultural-research-food-sovereignty-and-peasant-agrarian-culture>

4 - [http://www.iss.nl/research/research\\_programmes/political\\_economy\\_of\\_resources\\_environment\\_and\\_population\\_per/networks/critical\\_agrarian\\_studies\\_icas/food\\_sovereignty\\_a\\_critical\\_dialogue/](http://www.iss.nl/research/research_programmes/political_economy_of_resources_environment_and_population_per/networks/critical_agrarian_studies_icas/food_sovereignty_a_critical_dialogue/)

5 - <http://viacampesina.org/downloads/pdf/fr/report-no.4-FR-2012-comp.pdf>

6 - <http://www.tni.org/briefing/day-dialogue-knowledge-food-sovereignty?context=69566>

## encadré 2

### Alliance ONG-universitaires pour la recherche sur le genre, la nutrition et le droit à l'alimentation

*Alors que de si nombreuses voix appellent à inclure les femmes et à considérer la perspective du genre dans la sécurité alimentaire, pourquoi le statut des femmes et des filles ne s'améliore toujours pas?*

Cette question a conduit à la création d'une alliance entre les ONG et les universitaires afin de développer une approche ciblée sur le genre, la nutrition et le droit humain à une alimentation adéquate et à la nutrition. Les organisations de la société civile (*FIAN International* et l'*Association Genevoise pour l'Alimentation Infantile* (GIFA), membre du réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (*International Baby Food Action Network*, IBFAN)) ont une longue expérience de recueil d'informations sur des cas de violations et d'atteintes au droit à une alimentation adéquate et à la nutrition, en collaboration avec les communautés touchées et les mouvements sociaux, et avec les compétences théoriques et en matière de recherche sur le sujet du groupe de recherche sur les droits à la nutrition et le genre, constitué de chercheurs de l'université de Syracuse en coopération avec l'université de Hohenheim. Leurs travaux ont constaté que le cadre pour la sécurité alimentaire existant pour le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition ne permet pas d'identifier les causes structurelles de la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, et ne permet donc pas de proposer les politiques publiques adéquates ni les programmes nécessaires pour en venir à bout. À partir des débats tenus lors de deux ateliers publics, un cadre conceptuel\* élargi pour le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition a été proposé. Ce cadre élargi pour le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition, fondé sur le cadre pour la souveraineté alimentaire et qui prend en compte les aspects de la détermination selon le sexe, des droits des femmes et de la nutrition, vise à soutenir les luttes des peuples contre l'accaparement des terres et contre les poids lourds de l'industrie agroalimentaire, entre autres. Il cherche également à aiguïser les outils de défense des droits humains, en les ajustant aux défis actuels afin de fournir des mécanismes adéquats pour garantir à chaque être humain, et en particulier aux plus défavorisés et marginalisés dans nos sociétés, de vivre dans la dignité.

\* Ce cadre conceptuel élargi est proposé dans l'ouvrage d'Anne C. Bellows, Flavio L.S. Valente, et Stefanie Lemke. (Eds.) *Gender, Nutrition and the Human Right to Adequate Food: towards an inclusive framework*. New York : Taylor & Francis/Routledge. (Date de publication prévue : 2014).

## encadré 3

### Équilibrer les forces par la recherche

La recherche pour la souveraineté alimentaire vise à renforcer le rôle des acteurs les plus faibles (paysans et producteurs marginalisés, femmes...) dans la production et la validation des savoirs\*. *La recherche qui équilibre les forces* vise à intervenir tout au long de l'ensemble du cycle de recherche et développement (R&D). Considérer l'ensemble du cycle de R&D (y compris la recherche scientifique et technologique, les évaluations des résultats et des conséquences sur la recherche, le choix de priorités stratégiques en amont pour la R&D, et l'encadrement des grandes politiques), cela permet de passer des concepts étroits de la recherche participative qui confine les non-chercheurs à une tâche qui se trouve à la fin du développement de la technologie (par exemple, sélection variétale participative), à une approche plus inclusive où les paysans et d'autres citoyens peuvent définir en amont les priorités stratégiques de recherche et les régimes de gouvernance.

À cet égard, les facteurs déterminants suivants sont importants lorsqu'ils sont associés :

- *Consentement préalable libre et éclairé*, règles d'engagement établies conjointement, et un code de déontologie ayant fait l'objet d'un accord mutuel entre les producteurs d'aliments et les chercheurs. Constitution d'espaces sûrs – des espaces qui ne soient pas intimidants, où les paysans et paysannes et les autres acteurs impliqués puissent être en confiance, débattre, analyser, se mobiliser et agir sur la base d'une vision partagée.

- *Renversement des pratiques et rôles professionnels normaux*. Par exemple, recherche menée par et avec les producteurs d'aliments eux-mêmes, – avec des professionnels externes pour faciliter et soutenir ce travail. Les paysans et paysannes marginalisé(e)s se trouvent au centre du processus, à la place des agriculteurs plus aisés, des centres de recherche, des scientifiques, des théories abstraites, et sans biais pro-urbains.

- *Justice cognitive* – reconnaissance du droit à l'existence de différents systèmes de connaissance. L'idée de justice cognitive met l'accent sur le droit à ce que différentes formes de connaissance – et de pratiques, modes de subsistance, façons d'être et écologies qui y sont associées, coexistent.

- *Examen par les pairs élargi*. Les agriculteurs à petite échelle comme les scientifiques doivent être impliqués dans la co-validation des connaissances et des résultats des dialogues inter-culturels. Nous devons reconnaître là qu'il existe beaucoup de perspectives légitimes pour chaque sujet. Chaque acteur, qu'il soit paysan ou scientifique, a des connaissances partielles et incomplètes. L'examen par les pairs "élargi" est nécessaire à une époque où "l'on ne sait pas ce que l'on ne connaît pas" et où partout, chacun fait face aux incertitudes d'un monde qui change rapidement (changement climatique et environnemental, marchés instables...).

- *La communication pour le changement* ne devrait pas être vue comme un droit exclusif des professionnels de la communication qui travaillent dans les instituts de recherche scientifiques et politiques ainsi que dans les entités de développement agricole. Il est nécessaire de renouveler les pratiques en matière de communication et d'allocation des ressources, afin qu'elles renforcent la décentralisation et la dispersion du pouvoir. Les progrès dans les nouvelles technologies de la communication (caméra vidéo numérique, radio, internet) ainsi que le théâtre populaire, l'élaboration de cartes et les techniques de visualisation offrent de nouvelles opportunités de décentralisation et de démocratisation de la production du savoir et des messages de communication – en permettant que même des communautés paysannes vivant dans des villages isolés puissent partager des récits et des messages qui peuvent influencer les programmes de recherche, les politiques et les pratiques aux niveaux local, national et international.

\* Ces réflexions se basent sur des actions et recherches participatives en cours avec des communautés autochtones et locales dans l'Altiplano andin (Bolivie et Pérou), en Asie (Inde, Indonésie, Népal et Iran), en Europe (France, Italie, Royaume-Uni) et en Afrique de l'Ouest (Mali) où la recherche est faite avec, pour et par les populations – plutôt que sur la population – afin d'étudier comment on peut maintenir des systèmes alimentaires riches d'une biodiversité contrôlée localement. Voir Pimbert, 2012, <http://pubs.iied.org/pdfs/G03396.pdf>

## encadré 4

### Recherche agricole en Afrique de l'Ouest

Dans le cadre de l'initiative *Democratising Food and Agricultural Research* ("Démocratisation de la recherche sur l'alimentation et l'agriculture", voir [www.excludedvoices.org](http://www.excludedvoices.org)), une série de jurys citoyens ont été organisés au Mali au cours des sept dernières années. Leur objectif était de permettre à des simples paysans et d'autres producteurs d'aliments, hommes et femmes, de faire des recommandations de politiques après interrogatoire de témoins spécialistes appartenant à différents milieux. Trois jurys citoyens ont examiné les thèmes suivants :

1. OGM et l'avenir de l'agriculture au Mali.
2. Quel type de connaissances et de recherche agricole les petits producteurs et transformateurs d'aliments veulent-ils ?
3. Comment démocratiser la gouvernance de la recherche sur l'alimentation et l'agriculture ?

Les jurys citoyens ont été guidés par un groupe de supervision afin de garantir que l'ensemble du processus soit crédible, représentatif, sérieux, juste, et qu'il ne soit pas récupéré par un groupe défendant un intérêt ou une perspective particuliers.

Les jurés paysans ont, en tout, fait plus de 100 recommandations sur les priorités et la gouvernance de la recherche agricole pour l'Afrique de l'Ouest. Les recommandations ont porté sur des questions telles que les modèles de production agricole, le régime foncier et les droits de propriété, les marchés alimentaire et agricole, ainsi que des questions de financement de la recherche, d'organisation, de pratiques et de gouvernance.

Lors du suivi de ce processus de délibération unique, les paysans d'Afrique de l'Ouest ont demandé à entretenir un *dialogue politique* avec l'*Alliance pour une révolution verte en Afrique* (AGRA) et ses principaux bailleurs de fonds. Les paysans voulaient avoir une discussion face à face avec l'AGRA sur les priorités de la recherche parce que l'AGRA est un acteur majeur dans l'élaboration du programme de la recherche agricole pour le développement de l'Afrique de l'Ouest. Ce dialogue politique a eu lieu à Accra (Ghana) du 1er au 3 février 2012. Cette rencontre de trois jours a été présidée par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, et des représentants de communautés agricoles d'Asie, d'Afrique de l'Est et d'Amérique latine y ont assisté également. Une connexion vidéo avec Londres a permis aux bailleurs de fonds et députés britanniques de participer eux aussi. Les paysans et l'AGRA ont présenté chacun leur vision pour la recherche agricole en Afrique. En général, l'analyse des paysans et les politiques qu'ils ont recommandées étaient sensiblement différentes de celles défendues par l'AGRA. Par exemple, les paysans ouest-africains étaient clairement opposés à la recherche qui conduit à la privatisation des semences et aux technologies semencières brevetées qui permettent aux entreprises de contrôler le secteur des semences. Les paysans ont également estimé que l'AGRA voyait à tort les semences paysannes locales comme étant non améliorées – niant ainsi que les paysans et paysannes effectuent un travail de sélection et d'amélioration des semences et des variétés.

Surtout, l'AGRA et les paysans africains ont situé leurs programmes de recherche respectifs dans des visions radicalement différentes de l'alimentation et de l'agriculture. Les paysannes et paysans ont affirmé qu'une vision de l'agriculture qui déconnecte et sépare la production cultivée des autres secteurs (élevage, pêche, sylviculture) est inacceptable. En faisant de la production cultivée sa seule priorité, l'AGRA provoque un déséquilibre que les paysans veulent éviter en Afrique de l'Ouest. Les paysans rejettent le modèle de développement de l'AGRA et le type d'agriculture qu'elle soutient qui, selon eux, promeut des exploitations plus grandes et la disparition des petites fermes familiales, tout en empoisonnant la terre, l'eau et la population. Les paysans ouest-africains en appellent plutôt à un programme de recherche qui soutient l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire.

Sources : Pimbert, M.P., B. Boukary, A. Berson et K. Tranh Thanh, 2011. <http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/democratiser-la-recherche-agricole-5632?lang=fr> et un reportage photo en <http://pubs.iied.org/pdfs/G03389.pdf>.

## 1

### Présentation de cas d'apprentissage horizontal qui ont réussi

Peter Rosset, La Via Campesina

« L'Université » ne se trouve plus au centre de la production des savoirs – si tant est qu'elle s'y soit jamais trouvée. Dans le monde actuel, la plus grande partie des nouveaux savoirs et même des théories, sur les alternatives au développement conventionnel et exclusif, sont produites par les mouvements sociaux.

J'ai eu l'opportunité de participer à l'un de ces processus d'auto-apprentissage de La Via Campesina (LVC). Dans ce cas précis, l'objet de l'analyse était le mouvement agro-écologique de l'Association nationale des paysans de Cuba (ANAP-Via Campesina) dénommé campesino-a-campesino (de paysan à paysan). Il s'agit de l'un des meilleurs exemples de réussite dans la diffusion de l'agro-écologie dans la cadre de la souveraineté alimentaire. En un peu plus de dix ans, en utilisant délibérément une méthodologie sociale, l'ANAP a construit un mouvement social d'agro-écologie au sein de son organisation paysanne nationale. Ce mouvement arrive maintenant à inclure 50% des familles paysannes de Cuba qui utilisent peu ou pas d'intrants extérieurs à la ferme, leurs méthodes sont agro-écologiques et la contribution du secteur paysan à la production alimentaire nationale totale et relative est montée en flèche, stimulant ainsi la souveraineté alimentaire. LVC et l'ANAP voulaient que les paysans reconstruisent leur histoire et analysent les facteurs de leur succès. Ils demandaient aussi que les résultats de cette analyse soit présentés sous un format qui, non seulement aide l'ANAP dans son processus interne mais aussi permette à d'autres organisations dans d'autres pays de tirer des enseignements utiles. Une petite équipe s'est déplacée dans toute l'île, a organisé des ateliers dans les coopératives paysannes afin d'écouter les paysans de ce mouvement, raconter et recréer leur histoire, tirant eux-mêmes les enseignements de leur expérience. L'équipe s'est chargée de recueillir les informations dans un livre qui est maintenant utilisé dans les écoles de formation de LVC et en soutien au travail de la campagne.

L'autres équipes de LVC sont maintenant engagées dans des processus d'analyse semblables, par exemple l'expérience du *Mouvement paysan d'agriculture naturelle à zéro budget* dans le sud de l'Inde, dans laquelle des millions de paysans indiens ont arrêté d'acheter des intrants chimiques et ont augmenté la production grâce à des méthodes autonomes et écologiques.

## Andes: Souveraineté Alimentaire

Maruja Salas, *The voices and the flavours from the earth. Visualising Food Sovereignty in the Andes*, IIED 2013

## 2

Ce document présente des personnes qui font partie de communautés autochtones, engagées dans la souveraineté alimentaire. Le pouvoir de la nature est omniprésent dans leur pensée et elles défendent leurs droits individuels et collectifs à une alimentation saine. Leur façon de s'exprimer est paisible, mais reste vague et quelquefois même énigmatique. Leur savoir commun est exprimé avec divers degrés de cohérence. Et pourtant, quand ces personnes parlent de leur vie, des soins, de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, c'est la joie qui ressort, avec une vision du monde où travail et célébration sont en harmonie. Il y a aussi une profonde spiritualité dans l'attention qu'elles portent aux signes émanant de la nature particulièrement envers les montagnes sacrées de l'Altiplano et la Terre Mère. Ces femmes et ces hommes utilisent avec aise le symbolisme de l'interprétation des rêves pour guider la sélection des semences, la cuisine, le stockage des aliments, veillant constamment sur le bien-être de la famille en suivant les règles traditionnelles. Vous trouverez de plus amples informations sur leur travail sur le site internet du *Programme Andin pour la Souveraineté alimentaire* : (<http://pasandes.net/>).

**Lucía Paucara**, femme Aymara

Lucía vient de Vilurcuni où elle a passé la plupart de ses 54 ans à travailler les champs et à ramasser des pommes de terre afin de nourrir sa famille. Les pommes de terre sont comme des enfants pour elle, elle célèbre toutes les étapes de leur croissance. Ses champs sont près du lac, elle produit donc plusieurs variétés de pommes de terre pour cuisiner les différents plats locaux : la patasca, le chayro et la watia. Sa famille immédiate et ses relations qui vivent à Lima et à Tacna, ne connaîtront jamais la faim car elle produit assez de pommes de terre pour eux tous.

**Presentación Velásquez**, femme Aymara

Presentación a appris avec sa grand-mère à cultiver les produits andins selon le système Aynoqas (une agriculture de rotation) ainsi qu'à repousser la grêle en mobilisant la communauté entière. Elle a promis à ses petites filles de continuer à travailler les champs jusqu'à sa mort pour que toute sa famille ait assez de pommes de terre et de céréales pour leur consommation personnelle sans avoir à en acheter au marché.

**Domitila Taquila**, femme Aymara

Domitila vit à Aychullo, elle n'est pas née avec beaucoup de savoirs, dit-elle, mais elle a appris dans les champs avec sa grand-mère. Sa mère lui a appris à tisser et à cuisiner. Sa capacité à lire les indicateurs naturels lui a été révélée par des rêves. Aujourd'hui, elle enseigne à ses enfants les avantages des produits cultivés dans ses champs sur les denrées alimentaires contaminées vendues au marché.

## A lire, à écouter, à voir et à partager



### Rapports :

- *De Maputo à Jakarta : 5 ans d'Agroécologie dans La Via Campesina*, <http://viacampesina.org/downloads/pdf/fr/De-Maputo-a-Yakarta-FR-web.pdf>
  - Pimbert, M.P. (2009) *Transforming Knowledge and Ways of Knowing. In: Towards Food Sovereignty: Reclaiming Autonomous Food Systems*. London and Munich: IIED and RCC. <http://www.environmentandsociety.org/mml/book-chapter-pimbert-michel-transforming-knowledge-and-ways-knowing> et résumé en français <http://www.nyeleni.org/IMG/pdf/Transformer-Savoirs.pdf>
  - Pimbert, M.P. (2012) *FPIC and beyond: safeguards for power-equalising research that protects biodiversity, rights and culture*. Participatory Learning and Action 65,43-53 <http://pubs.iied.org/pdfs/G03396.pdf>
  - Pimbert, M.P. (2011) *Participatory research and on-farm management of agricultural biodiversity in Europe*. IIED Reclaiming Diversity and Citizenship Series. London. <http://pubs.iied.org/pdfs/14611IIED.pdf>
  - Salas, M. and Wise Andean Peoples Network (2013). *Voices and Flavours from the Earth: Visualising Food Sovereignty in the Andes*. IIED Reclaiming Diversity and Citizenship Series. London. <http://pubs.iied.org/pdfs/14624IIED.pdf> NFU (National Farmers Union) youth web page, Canada, <http://www.nfu.ca/about/youth>
  - The Community Media Trust, Satheesh, P.V., and Pimbert, M.P. (2008) *Affirming Life and Diversity. Rural images and voices on food sovereignty in south India*. [film series]. IIED Reclaiming Diversity and Citizenship Series. London. <http://pubs.iied.org/pdfs/14556IIED.pdf>
- Sites internet :**
- Association BEDE – Biodiversité: Échange et Diffusion d'Expériences <http://www.bede-asso.org>
  - Consortium for Agroecology and Food Sovereignty at Coventry University. <http://www.coventry.ac.uk/research/research-directory/environmental/agroecology-and-food-security/>

## Appel pour un instrument international légalement contraignant sur les droits humains, les entreprises transnationales et autres entreprises commerciales

Cet appel a été lancé par une grande alliance de réseaux, d'organisations et de mouvements sociaux internationaux. Il représente l'expression collective d'une mobilisation croissante de la société civile qui demande un renforcement des normes juridiques internationales qui traitent des violations des droits humains commises par les entreprises. Il salue les récentes initiatives des États du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, présentées par l'Équateur, lors de la session de septembre 2013, de développer un traité international sur un règlement légalement contraignant à l'attention des entreprises transnationales (TNC) sur les questions de droits humains.

Lisez et joignez-vous à l'appel : <http://viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/stop-transnational-corporations-mainmenu-76/1612-joint-statement-call-for-an-international-legally-binding-instrument-on-human-rights-transnational-corporations-and-other-business-enterprises>

### Qui établit les lois ?

Le 24 mai, des millions de personnes du monde entier ont participé à des manifestations contre Monsanto, demandant le boycott permanent des

aliments  
modifiés  
génétiquement  
et

des autres produits agrochimiques dangereux. Des manifestations ont eu lieu dans six continents, dans 52 pays, avec des activités dans 400 grandes villes. La même semaine à Bruxelles une nouvelle loi sur les OGM était en discussion. Une loi qui donnerait aux entreprises biotechnologiques – telles que Monsanto et Syngenta – un pouvoir sans précédent quant à l'interdiction ou non des plantes génétiquement modifiées (OGM) en Europe. La nouvelle loi est présentée comme si elle donnait aux gouvernements une plus grande souveraineté sur ce sujet. Cependant, les propositions actuelles donnent aux entreprises de biotechnologie le droit juridique de décider si une interdiction doit être introduite. Si les entreprises refusent d'accepter l'interdiction, le gouvernement se trouvera engagé sur un terrain scientifique et juridique vague, où une interdiction pourrait entraîner des poursuites judiciaires. Pour de plus amples informations, référez-vous au communiqué de presse européen : [https://www.foeeurope.org/sites/default/files/press\\_releases/foee\\_optout\\_empty\\_offer\\_analysis\\_04141.pdf](https://www.foeeurope.org/sites/default/files/press_releases/foee_optout_empty_offer_analysis_04141.pdf) et GMWatch <http://www.gmwatch.org/index.php/news/archive/2014/15460-governments-make-laws-not-companies-take-action-europe>

### 20 ans après, Marcos cesse d'exister

Le 2 mai, le professeur Galeano tombe dans une embuscade et est tué par des membres de l'organisation paramilitaire CIOAC-Histórica. Depuis ce jour une campagne internationale a été organisée en solidarité avec les communautés zapatistes. Cette campagne a culminé le 24 mai dans le Caracol (municipalité autogérée) de La Realidad, avec un évènement public auquel le Commandement général de EXLN a pris part pour honorer la mémoire de Galeano et assurer que justice sera faite. Juste après l'hommage rendu à Galeano, le sous-commandant Marcos, l'instrument développé par les Zapatistes de Chiapas au Mexique afin de s'adresser au monde néolibéral, a cessé d'exister. Dans le caracol zapatiste de la Realidad, Marcos a fait son dernier discours et a annoncé sa non-existence future. Selon la communication qui a été faite après « l'escuelita » (petite école) tenue par les Zapatistes en décembre et janvier de 2013/14 : « Nous nous sommes rendus compte qu'il y avait une génération qui pouvait nous regarder droit dans les yeux, nous écouter et nous parler sans attendre conseil ou direction, sans se soumettre ou contrôler. La « personnalité » de Marcos n'était plus nécessaire. La lutte zapatiste entrait dans une nouvelle étape. »

## Le concept autochtone du "bien vivre" peut aider à guérir la planète

Lors d'une récente série d'activités organisées par Focus on the Global South, Lilak, et d'autres alliés des Philippines, dirigeants autochtones et représentants de différents mouvements et secteurs sociaux, se sont retrouvés pour débattre du concept du « vivre bien ». C'est une expression espagnole qui signifie « bien vivre » et que beaucoup de communautés autochtones d'Amérique latine connaissent bien sous les noms de sumac kawsay, suma qamaña, et ñandereko. Bien que de tels concepts datent des siècles passés, ils ne sont pas relégués au passé. Le concept du « bien vivre » est une philosophie en évolution, que les étudiants autochtones et non-autochtones continuent à développer et que certains gouvernements comme ceux de l'Équateur et de la Bolivie ont commencé à prendre au sérieux et à intégrer dans leur constitution en se référant aux droits autochtones et aux valeurs pluriculturelles. Le « bien vivre » présente des arguments pour contrer le modèle capitaliste de développement qui est devenu si accepté qu'il semblerait être la voie unique. Dès que nous considérons la définition du « bien vivre », il devient clair que le capitalisme n'est pas de nature durable. Il n'y a pas vraiment de voie « verte » pour le capitalisme alors que le moteur de développement exige toujours plus d'eau pour alimenter son moulin. À l'opposé, « bien vivre » signifie vivre en harmonie avec les autres personnes et l'environnement afin d'arriver à une survie et une satisfaction partagées. Un élément-clé du « bien vivre » est la

redistribution  
des  
ressources  
dans

un but de promotion de l'égalité. Ce type de discussion entre les représentants autochtones et les autres secteurs d'Amérique latine et d'Asie devient de plus en plus fréquent, suggérant que l'heure est venue de saisir les alternatives au capitalisme.

Vous trouverez l'article complet sur le site suivant :

<http://focusweb.org/content/indigenous-ideas-about-living-well-can-help-heal-planet>

### Les tribus d'Équateur déclarent une mobilisation générale contre l'exploitation pétrolière et minière

L'Équateur se trouve dans une situation de confrontation sans précédent, entre un gouvernement progressif de gauche et une coalition de peuples autochtones déterminés à arrêter les grands projets d'exploitation pétrolière et minière dans leurs villages et sur les terres de leurs communautés. L'organisation équatorienne qui représente les nations tribales du Pays, la CONAIE, a déclaré une mobilisation générale pour s'opposer à une vague de projets d'exploitation minière et pétrolière qui menacent les territoires tribaux du pays. Cette déclaration suit une hostilité croissante du gouvernement envers les peuples autochtones qui résistent à l'extraction à grande échelle des ressources de leurs terres ancestrales. Le gouvernement a déclaré une « alerte à la sécurité nationale ». Actuellement, plus de 200 dirigeants des nations tribales accusés de terrorisme, font l'objet d'investigation – en lien avec la résistance populaire croissante contre la pollution des eaux et la destruction de l'environnement causés par les industries extractives. Le président du gouvernement 'progressiste' de gauche, Rafael Correa, promeut fortement l'exploitation des ressources minière et pétrolière, dans le but d'enrichir le pays et de générer des revenus nécessaires aux dépenses sociales. Cependant, son insistance à entreprendre ces projets d'extraction massive de ressources sur les terres appartenant aux populations autochtones et dans des zones où la biodiversité est l'une des plus riches au monde, cause des tensions croissantes dans tout le pays.

Pour lire l'article complet : [http://www.theecologist.org/News/news\\_analysis/2408847/ecuadors\\_tribes\\_declare\\_national\\_mobilization\\_against\\_oil\\_and\\_mining.html](http://www.theecologist.org/News/news_analysis/2408847/ecuadors_tribes_declare_national_mobilization_against_oil_and_mining.html)